



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

N° 2012/142

ARRÊTE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite*

VU le Code de l'Environnement et en particulier les articles L. 221-1, L. 223-1, L. 511-1, L. 512-20, R.221-1 et R. 512-31 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2010-1250 du 21 octobre 2010 transposant la directive n° 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008/145 du 18 mars 2009 et en particulier son article 3.5 imposant à la société SOLVAY CARBONATE FRANCE, pour ses activités exercées sur le territoire de la commune de DOMBASLE-SUR-MEURTHE, la mise en œuvre des mesures d'urgence en cas de dépassement du seuil d'alerte considéré en concentration de particules PM10 dans l'air ambiant ;

VU l'arrêté préfectoral interdépartemental n° 2012-DLP/BUPE-294 du 27 avril 2012 fixant la procédure d'information et de recommandations et la procédure d'alerte dans les départements de la Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse et des Vosges, en cas de dépassement de certains seuils de concentration dans l'air ambiant de particules en suspension (PM10) ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine du 25 septembre 2012 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques émis lors de sa séance du 7 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que le décret n° 2010-1250 du 21 octobre 2010 a introduit au niveau réglementaire les seuils d'information, de recommandation et d'alerte aux particules PM10 ;

CONSIDERANT que le seuil d'alerte considéré est de 80 µg/m³ de PM10 en moyenne journalière sur au moins deux stations, et non plus 125 µg/m³, comme précisé initialement dans la circulaire ministérielle du 12 octobre 2007 et repris dans l'arrêté préfectoral n° 2008/145 du 18 mars 2009 ;

CONSIDERANT qu'il convient donc de modifier l'arrêté précité afin de prendre en compte cette évolution ;

../...

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle 1, rue Préfet Claude Erignac – Co 60031 – 54038 NANCY CEDEX
Téléphone : 03 83 34 26 26 Fax : 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte Catherine 54000 NANCY

Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Le titre de l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral n° 2008/145 du 18 mars 2009 est remplacé comme suit :

« Mesures d'urgence à mettre en œuvre en cas de dépassement du seuil d'alerte en concentration de particules de PM10 dans l'air ambiant »

Article 2 :

Les dispositions de l'article 3.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 2008/145 du 18 mars 2009 sont complétées comme suit :

« L'exploitant s'assure également du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage. »

Article 3 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1. une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de DOMBASLE-SUR-MEURTHER et pourra y être consultée par toute personne intéressée.
2. un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pour une durée identique.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3. un avis sera inséré par la Préfecture et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 4 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

Article 5 : Recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Nancy.

./...

Le délai de recours est de deux mois, à compter du jour où le présent arrêté est notifié, pour l'exploitant et de un an, à partir de la publication ou de l'affichage, pour les tiers.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de DOMBASLE-SUR-MEURTHER et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié :

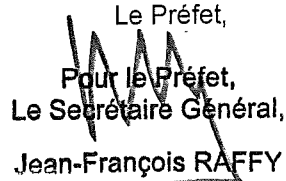
- au directeur de la société SOLVAY CARBONATE FRANCE, usine de Dombasle

et dont copie sera adressée :

- au directeur départemental des territoires,
- au directeur général de l'agence régionale de santé,
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine – service ressources et milieux naturels,
- au directeur de l'association AIR LORRAINE.

NANCY, le 18 DEC. 2012

Le Préfet,


Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

